Le 01-11-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

RENDEZ-VOUS LE 5 NOVEMBRE, PARTOUT EN FRANCE GRÈVE ET MANIFESTATIONS !

Qui sème la misère récolte la colère ! En France d’abord puis dans plusieurs pays de l’Union européenne; Car les mêmes causes produisent les même conséquences. Grèce, Espagne, Belgique, Italie, Allemagne, etc. la jeunesse revendique ses droits à étudier dans de bonnes conditions matérielles et plus largement exprime sa volonté de ne plus subir un système politique qui exclut,

paupérise. Elle est dans la rue aussi pour que soient établies les conditions d'un droit à un avenir au sein d'une société plus juste, plus égalitaire, plus fraternelle. Elle demande de l'argent pour les salaires et pas pour la guerre. Ces jeunes, qui ont peur de la répression policière continuent pourtant de se rassembler, de manifester, refusant les miettes que le gouvernement se dit prêt à lâcher pour qu'ils rentrent vite fait au lycée, à la fac et qu'ils se taisent. Manque de chance pour Macron et ses troupes du centre et de la droite (y compris extrême), la génération Z n'a pas l'intention de s'en laisser conter. Elle le redit après chaque manif : tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction sur nos 10 points de revendication, nous continuerons le mouvement. Plus encore, syndicats lycéens et étudiants sont rejoints par les Gilets Jaunes et des syndicats de salariés et de la fonction publique. Ensemble désormais, ils dénoncent la réduction continue de leur pouvoir d'achat, revendiquent des augmentations de salaire, dénoncent le prix des carburants, des moyens pour les services publics, etc. De la justice fiscale et sociale.
La tant convoquée « convergence des luttes » c'est la jeunesse qui en est la pionnière dans les faits. Le feu couvait depuis des années sans qu'advienne, après celle des Giles jaunes méprisés par les directions syndicales il y a huit ans, la moindre étincelle pour réunir dans un même élan des mobilisations communes réunissant les citoyens blessés par les politiques macronistes calquées sur celles de l'Union européenne.

Mobilisation et unité voilà ce qui fait perdre les pédales aux dirigeants du pays et au-delà des frontières !

En palabrant, sans prendre aucune mesure concrète de fond pour répondre aux revendications des manifestants, le gouvernement met l'accent sur les saccages et pillages du 17 octobre dernier, utilise la vieille ficelle de la peur et du danger « extrémiste ». Sa seule réaction consiste à interdire les parcours des manifestations dans les centres villes : en clair à remettre en cause le droit constitutionnel de manifester et de se rassembler, Macron ayant déclaré que seules les manifestations déposées par les syndicats seraient reconnues. Il pense ainsi occulter les centaines de milliers de manifestants résolus exigeant des mesures sociales immédiates. Sa réponse sécuritaire et répressive est partagée par la plupart des partis politiques qui embrayent dans une surenchère déconnectée des revendications légitimes des manifestants au risque de voir des milices privées s'installer (cf. Certains commerçants qui s'arment) avec toutes les conséquences néfastes qu'entraînerait une forme de guerre civile. Le gouvernement a ainsi choisi le chaos plutôt que les besoins sociaux et économiques du peuple.
Le gouvernement croit pouvoir passer la « mauvaise vague » sans renoncer à sa politique néolibérale, son budget austéritaire qu'il justifie en partie par la priorité qu'il accorde à l'Ukraine et à une « défense européenne », agitant depuis des mois la menace du risque de guerre avec la Russie.

En réalité, la situation actuelle résulte d'un choix politique et d'un discours idéologique fondé sur une mystification, depuis des décennies.
Depuis plus de 20 ans tous les droits sociaux et les services publics ont été sacrifiés au bénéfice d'une politique favorable au capital dans le droit fil des traités, directives et politiques monétaires de la Banque centrale européenne. :
? La santé avec les atteintes incessantes à la Sécurité Sociale avec le corollaire d'augmentation des complémentaires santé.
? Un chômage de masse sans cesse croissant en particulier chez les jeunes (25%).
? Le logement dont le coût avoisine les 30% du budget d'un ménage moyen (soit loyer soit remboursement des crédits contractés sur 20, 25 ans). Des dizaines de milliers de personnes sont en attente d'un logement social depuis plus de 10 ans parfois.
? L'énergie avec une hausse de plus de 40%, sans compter les carburants dont l'évolution est similaire.

? L’enseignement public où le manque de moyens humains est criant, les locaux souvent délabrés et les classes surchargées, la sélection à l’entrée de l’université opaque de la plateforme Parcoursup qui laisse sans solution de milliers de bacheliers, pendant que 20% du budget (éducation nationale et collectivités) sont attribués à l'enseignement privé.
? Le pouvoir d'achat des salariés et retraités qui s’affaisse constamment, notamment en raison de l’inflation, les salaires bloqués pendant que les prestations sociales diminuent de manière drastique. 4/5e de la population subit cette spirale sous l'impulsion couplée des politiques néolibérales nationales et de l'Union européenne.
? Les atteintes aux libertés de toutes sortes avec notamment le summum pendant la période du COVID où la population fut assignée à résidence ! Et désormais l’attaque frontale du gouvernement contre le droit à manifester (seuls les syndicats étant reconnus légitimes à organiser une manifestation). Ce qui porte atteinte au droit constitutionnel.

Le front républicain et le Rassemblement National

La liste des effets néfastes du front républicain installant, sans discontinuer, des néolibéraux au pouvoir est interminable, tout cela au nom du « moins pire ». Quelle efficacité !
Les arrangements électoraux de bas étage trahissent les voix des électeurs. Faut-il encore et toujours pleurer sur le taux d’abstention qui a pris son envol depuis l’adoption du Traité de Lisbonne par le Congrès en 2008, balayant le non au Traité constitutionnel européen ? Le front républicain est une entourloupe antidémocratique. En réalité, l’écrasante majorité des partis institutionnels ont des points communs forts : d’accords pour mener les mêmes politiques néolibérales et se plier aux injonctions de l’Union européenne, véritable tutelle de la France entrée par le Traité de Lisbonne dans notre constitution.
Depuis maintenant plus de 20 ans à chaque élection présidentielle et législative, les partis institutionnels de droite et de gauche appellent au front républicain !
Le résultat de cette mascarade est édifiant, de Chirac à Macron : l’un et l’autre, dès le soir de leur élection, balayaient ostensiblement les aspirations de celles et ceux qui avaient voté au premier tour pour un candidat et ont été appelés à élire un représentant d’un parti exprimant le contraire ! Qui peut encore s’étonner que les citoyens sont majoritairement écœurés et dénoncent la déliquescence de la démocratie. À quand un référendum pour une nouvelle constitution ?
Trompés, humiliés, malmenés, précarisés et paupérisés, celles et ceux qui ont suivi l'appel du Front Républicain font un constat amer, non seulement de l'échec de ce vote dans l'amélioration de leur vie quotidienne, mais aussi de l'inefficacité à « barrer la route au Rassemblement National ». Le front républicain n'a servi, in fine, qu'à précipiter dans les bras du RN une vague toujours croissante de dominés hélas sourds au discours racistes et xénophobes du RN et à sa « préférence nationale » alors même qu’il a renoncé à la sortie de l’euro, de l’Union européenne. À force de crier au loup… Marine Le Pen est donnée gagnante dans tous les sondages depuis des mois ! Lorsque la souffrance sociale s'avère trop prégnante et que la démocratie est bafouée par le pouvoir en place le pire devient alors envisageable.
Pourtant le Rassemblement National ne vaut pas mieux que les autres. Une fois élu et à la direction du pays il ne remettrait pas en cause la politique néolibérale imposée par l’UE et l'affirme d'ailleurs clairement : il restera dans l'UE, dans l'euro et dans l'OTAN. Sur les retraites son programme accepte la capitalisation au détriment de la répartition. En matière d'emploi : aucun plan de réindustrialisation crédible, aucune taxation du grand capital n'est envisagée. Pire : le MEDEF a entériné l'arrivée au pouvoir du RN et a passé un accord clair : si vous ne touchez pas à nos capitaux, nous collaborerons !

Actes racistes qui tuent sur fond de discours racistes délibérés

L’attaque terroriste raciste qui a eu lieu à Trappe, tuant un homme et blessant gravement 5 personnes dont une fillette de 12 ans, foudroyés par des tirs de mitraillette dont l’auteur a reconnu avoir choisi de viser des Africains, des Nord-africains, des musulmans, est le fruit de discours abjectes contre les personnes non-blanches, des « immigrés », des enfants d’immigrés nés en France. Ceux qui martèlent à longueur d’années qu’il existe un « ennemi de l’intérieur » portent une responsabilité politique écrasante. Et ils sont légions : car au-delà du RN, Reconquête, Ciotti, Retailleau, doivent être mis en cause. Ils arment le bras de ceux qui passent à l’acte « en justiciers » nourris par ceux qui serinent que les immigrés sont la cause de tous les maux de la France, ce qui est faux à tout point de vue. D’ailleurs le MEDEF qui apprécie, lui, la main d’œuvre étrangère, a bien compris, que ces partis se contentent de dénoncer les accords de Schengen mais veulent rester dans l’UE ! Le MEDEF dort sur ses deux oreilles !

Le Front du Peuple : grèves, manifestations ensemble, le 5 novembre partout !

Alors la seule alternative réelle réside dans la réaction populaire. Prendre quelques mesurettes ne suffira pas à sortir notre pays du bourbier néolibéral. Seul un changement radical de politique permettra au plus grand nombre de vivre décemment. Or, ni le RN ni les partis institutionnels n'envisagent cette éventualité et ne proposent un programme portant cette alternative. Même ceux qui s'en approchent restent inconditionnellement arrimés à l’Union européenne et ainsi à ses directives néolibérales. Ils admettent le caractère totalement antidémocratique des institutions européennes sans en tirer les conséquences concrètes.
Ils sont tous euro-compatibles et/ou européo-centrés, fédéralistes, et n'ont que faire des nations, du bien commun et de la satisfaction des besoins sociaux et de la nécessité de rompre avec l’ordre néolibéral et européiste.

La coalition des colères légitimes, des collégiens, lycéens, étudiants, salariés du privé, fonctionnaires, retraités, artisans, commerçants, agriculteurs, pêcheurs... doit prendre forme pour imposer une meilleure répartition des richesses, un avenir plus enviable pour la jeunesse et l'arrêt de la casse sociale. Vers une société respectant les devises Liberté Egalité Fraternité.
Des centaines de milliers de manifestants ont ouvert la voie les 17 et 24 octobre, nous devrons être encore plus nombreux lors des prochains rassemblements.
Encore plus nombreux, plus motivés et fermes sur nos revendications, nous obtiendrons des résultats, même si cela doit passer par un blocage économique du pays et une chute du gouvernement !
Nos fins de mois valent mieux que leurs trompe-l’œil : Front Républicain ou Rassemblement National.

Renforcez la lutte, rejoignez le Pardem, parti politique appelant à la mise en œuvre d'un programme équivalent à celui du Conseil National de la Résistance.

Rendez-vous le 5 novembre !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire